



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 18 AOÛT 2022

**Arrêté préfectoral n° ICPE-2022-059
portant mise en demeure**

Société AXIA

Commune d'Esserts-Blay

*La secrétaire générale
chargée de l'administration de l'État dans le département*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et D. 543-62 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment ses articles 43, 44 et 45 ;

VU le décret du 20 avril 2020 portant nomination de Mme Juliette PART, en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Pascal BOLOT, préfet de la Savoie, en qualité de préfet du Morbihan, à compter du 10 août 2022 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, préfet de la Haute-Corse, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mai 2022 établi suite à sa visite du 6 mai 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2022 établi suite à sa visite du 13 juin 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 1^{er} juillet 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le courrier du 29 juillet 2022 de l'exploitant transmettant une proposition technique permettant de satisfaire aux exigences de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral relatif à l'aménagement des points de prélèvement des eaux ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées transmis par mail du 10 août 2022 ;

VU le courriel du 11 août 2022 adressé à l'exploitant par l'inspection des installations classées demandant des compléments à sa proposition technique transmise par courrier sus-visé ;

CONSIDÉRANT que, lors des visites des 6 mai et 13 juin 2022, il a été constaté qu'il n'y a pas eu d'analyse des eaux pluviales (potentiellement polluées) sur l'année 2021, ce qui contrevient à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de la visite du 13 juin 2022 que le regard de prélèvement des échantillons d'eaux pluviales est inadapté pour les pluies courantes, ce qui contrevient à l'article 3.4.5 du même arrêté ;

CONSIDÉRANT que la proposition technique permettant de satisfaire aux exigences de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral relatif à l'aménagement des points de prélèvement des eaux, transmise par l'exploitant par courrier du 29 juillet 2022 a été jugée trop succincte par l'inspection des installations classées

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin de faire respecter les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de réaliser les actions suivantes.

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, avant le 30 août 2022, une proposition technique permettant de satisfaire aux exigences de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral relatif à l'aménagement des points de prélèvement des eaux.

La solution devra être mise en œuvre avant le 30 septembre 2022.

Un prélèvement et des analyses des eaux pluviales devront être réalisés avant le 30 novembre 2022, au titre de l'année 2022, afin de se conformer à l'article 3.5 du même arrêté.

Article 2 – Sanctions administratives :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ces mêmes articles.

Article 3 – Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de deux mois.

Article 4 – Délais et voie de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

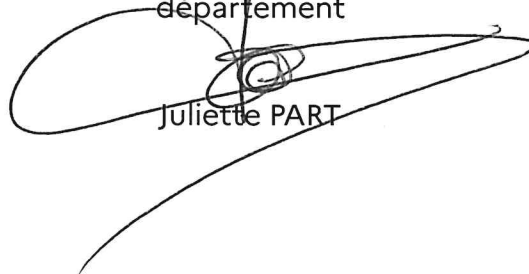
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5 – Exécution :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire d'Esserts-Blay.

La secrétaire générale
chargée de l'administration de l'État dans le
département



Juliette PART